

## **CAPL B du 17 juillet 2017 Déclaration liminaire**

Monsieur le Président,

Les années passent et se ressemblent, les fonctionnaires de la DGFIP restent les premières victimes d'une politique d'austérité. Les annonces de la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires nous font craindre le pire. Les agents et les services sont au bord de la rupture, et seule la conscience professionnelle les fait tenir. Mais à force d'attaques incessantes contre notre administration, ce professionnalisme finira par se lézarder.

Nous perdons nos missions, notre travail, et avec lui le service public s'effondre.

Aujourd'hui vous nous réunissez pour une CAPL de contrôleurs, mais la trentaine de mouvements est un leurre, gonflé par les réorganisations de service en interne.

La Corrèze est désormais un département fermé, dans lequel les agents, obligés de passer par une mutation nationale n'ont quasiment plus aucune chance de pouvoir changer de structure ou de RAN. Mais ils se voient primés par les collègues victimes de réorganisation de services et donc prioritaires pour suivre leur mission sur une autre résidence !

Comment s'étonner dans ces conditions que des agents corréziens soient prêts à tout pour obtenir enfin le rapprochement familial auquel ils aspirent depuis longtemps ? Comment s'étonner de voir fleurir des demandes pour raison médicale ou des demandes de détachement ?

Ce n'est pas la faute des collègues, ce n'est pas qu'ils sont moins patient qu'avant, c'est la faute des différentes politiques successives de suppressions d'emplois et de destruction de notre administration, qui aujourd'hui paralysent le système et incitent tout le monde, direction comprise, à essayer de jongler avec les règles de gestion.

Les seules victimes sont les agents corréziens : le cahier emploi de la Corrèze est un carnet à trous, que les mesures de gestion viennent combler temporairement, au mépris de la santé des agents, de leurs souhaits, voir des règles de gestion édictées par la Direction Générale !

Aujourd'hui vous nous soumettez un projet qui foule aux pieds toutes les règles de mutation !

Un agent devant exercer 3 ans en filière FIPRO se retrouve en GP.

Un agent affecté direction est envoyé en FIPRO !

Un agent nommé sur une RAN et envoyé dans une autre !

Nous refusons ces affectations croisées qui méprisent totalement les règles d'affectation nationales. Cette solution à court terme est une source d'affliction pour les agents qui la subissent, et porte en elle des difficultés importantes pour les mouvements d'affectation futurs.

FO.DGFIP 19 exige le recrutement de nouveaux agents, le déploiement d'agents sur le département. FO.DGFIP 19 dénonce l'affectation nationale ALD, qui transforme des collègues en agent bouche-trous, déplaçables et corvéables à merci, qui voient chaque année s'éloigner la possibilité de se stabiliser et d'obtenir enfin un poste fixe.